

Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique

Les dépenses publiques peuvent également être classées selon la nature économique des opérations qu'elles occasionnent : rémunération des fonctionnaires, dépenses en capital à caractère ponctuel, financement de subventions ou de transferts monétaires tels que des pensions ou des indemnités de chômage, etc., jusqu'à l'achat auprès du secteur privé de biens et de services utilisés comme intrants dans la production des administrations publiques (consommation intermédiaire). Cette classification des dépenses des administrations est complémentaire de la classification par fonction car elle met en exergue des catégories plus vastes de la fonction de production des administrations publiques et de ses relations avec l'économie.

Selon cette classification, la composition des dépenses publiques dans les pays de l'OCDE était, en 2015, la suivante : les prestations sociales représentaient en moyenne 41.1 % de l'ensemble de ces dépenses, les rémunérations des personnels 23.1 %, la consommation intermédiaire 13.9 %, les dépenses en capital 9.4 %, les revenus du patrimoine 6.4 % et le solde 6.1 %, partagé entre les subventions et les autres dépenses courantes. La même année, la part des dépenses publiques consacrée aux prestations sociales, en numéraire et en nature, était la plus élevée en Allemagne (54.2 %), devant le Japon (53.9 %), et la plus faible au Mexique (10.2 %) et en Islande (14.9 %). Dans ces deux pays, en revanche, la part de la rémunération des personnels était la plus élevée, à respectivement 34 % et 32.4 % des dépenses totales en 2015, alors qu'elle était la plus basse (14 %) au Japon. La part de la consommation intermédiaire était la plus élevée en Islande et en Israël, à respectivement 25.4 % et 23 %.

De 2009 à 2015, la ventilation des dépenses par opération économique a peu évolué dans les pays de l'OCDE. La part des prestations sociales a en moyenne augmenté de 3.1 p.p., alors que celles de la rémunération des personnels (-0.1 p.p.), de la consommation intermédiaire (-0.4 p.p.) et des dépenses en capital (-2.7 p.p.) ont reculé ; ce dernier point résulte des mesures budgétaires anticycliques prises en 2009 en réaction à la crise. Pendant cette période, la composition des dépenses a le plus varié en Hongrie, où la part des dépenses en capital a augmenté de 8.8 p.p., principalement du fait de l'utilisation des fonds de l'UE, alors que celle des prestations sociales a diminué de 7 p.p. ; et en Corée, où la part des dépenses en capital a baissé de 7.7 p.p. alors que celle des prestations sociales a gagné 7.2 p.p.

Si l'on compare à plus long terme la répartition des dépenses publiques par opération économique, on observe, entre 2007 et 2015, certaines variations importantes dans plusieurs pays. Ainsi, en République tchèque, la part des dépenses consacrées à la rémunération des personnels a augmenté de 3.2 p.p. pendant cette période, alors qu'elle a reculé de 6.1 p.p. au Portugal en raison de baisses salariales. En outre, la part des prestations sociales s'est élevée de 7.5 p.p. en Lettonie, de 6.9 p.p. en Corée et aux États-Unis, ainsi que de 6.7 p.p. en Espagne, alors qu'elle a baissé de 5.5 p.p. en Hongrie et de 5 p.p. en République tchèque. S'agissant des dépenses en

capital, même si en 2015 leur part moyenne ressortait à 9.4 % dans les pays de l'OCDE, elles représentaient 19 % des dépenses publiques en Corée, devant la Hongrie (18.1 %).

Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses publiques sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux, qui sont établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN) ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir annexe A). Les dépenses englobent les opérations économiques suivantes : la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés, les subventions, les revenus de la propriété (dont les paiements d'intérêts), les prestations sociales (en l'occurrence, les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature et les transferts sociaux en nature fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands), les autres dépenses courantes (essentiellement les transferts courants, mais aussi d'autres dépenses mineures telles que les autres impôts sur la production, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine, etc., et l'ajustement pour variation des droits à pension) et les dépenses en capital (transferts en capital et investissements). Toutes ces opérations sont comptabilisées sur une base consolidée à l'échelle de l'ensemble des administrations publiques (c'est-à-dire qu'on procède à une compensation des opérations intervenant entre les différents niveaux d'administration). Le graphique 2.41, « Évolution de la ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique (entre 2009 et 2015) », est consultable en ligne (voir annexe F).

Pour en savoir plus

OCDE (2015), *Panorama des comptes nationaux 2015*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2015-fr.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique

2.40. Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique (2015, 2016 et évolution entre 2007 et 2015)

	Consommation intermédiaire			Traitement des agents			Subventions			Revenus fonciers (incluant les intérêts)			Prestations sociales			Autres dépenses courantes			Dépenses en capital		
	2015	2016	Évolution 2007/2015	2015	2016	Évolution 2007/2015	2015	2016	Évolution 2007/2015	2015	2016	Évolution 2007/2015	2015	2016	Évolution 2007/2015	2015	2016	Évolution 2007/2015	2015	2016	Évolution 2007/2015
Allemagne	10.5	10.9	1.5	17.1	17.0	0.0	2.1	2.0	-0.2	3.5	3.1	-2.7	54.2	54.5	0.1	5.7	5.4	1.7	6.9	7.1	-0.5
Australie	18.2	..	-0.1	27.1	..	0.4	3.6	..	-0.5	4.8	..	0.6	29.9	..	0.8	6.5	..	-0.2	9.9	..	-1.1
Autriche	12.6	12.7	0.3	20.9	21.1	-0.4	2.6	2.7	-0.5	4.6	4.1	-1.8	45.0	45.7	2.8	6.1	6.4	0.4	8.3	7.3	-0.8
Belgique	7.5	7.4	-0.2	23.1	23.2	-0.7	6.3	6.2	0.7	5.6	5.4	-2.6	46.9	47.4	2.7	3.8	4.1	0.2	6.8	6.4	0.0
Canada	18.0	17.7	-0.1	30.5	30.8	0.8	2.2	2.0	-0.3	7.6	7.1	-2.4	28.7	29.2	2.3	2.9	3.2	-0.4	10.2	10.2	0.2
Corée	13.4	..	-1.2	21.3	..	-1.7	1.0	..	-0.2	5.0	..	-1.6	27.9	..	6.9	12.5	..	2.5	19.0	..	-4.6
Danemark	16.5	16.9	0.4	29.3	29.7	-1.6	3.7	3.5	-0.1	2.9	2.5	-0.4	33.9	34.4	0.9	5.9	5.8	-0.7	7.8	7.3	1.6
Espagne	12.1	11.8	-0.7	25.3	25.7	-0.2	2.6	2.4	-0.2	7.1	6.6	3.0	42.2	43.0	6.7	3.5	3.8	-0.5	7.1	6.6	-8.2
Estonie	16.9	17.3	-0.1	28.5	29.2	0.8	1.1	1.1	-1.4	0.2	0.2	-0.3	33.3	34.5	4.7	4.9	4.9	0.2	15.1	12.8	-4.0
Etats-Unis	16.3	..	-2.0	26.0	..	-1.2	0.8	..	-0.2	9.0	..	-0.7	38.9	..	6.9	0.8	..	0.0	8.3	..	-2.7
Finlande	19.0	19.6	0.1	24.3	24.0	-2.5	2.4	2.2	-0.3	2.1	1.9	-1.0	39.8	40.3	4.3	4.9	4.8	-0.2	7.6	7.3	-0.4
France	9.0	8.9	0.0	22.6	22.6	-1.1	4.5	4.6	1.9	3.6	3.4	-1.4	45.5	45.8	1.9	6.7	6.8	0.2	8.1	8.0	-1.4
Grèce	9.1	9.7	-5.2	22.7	25.1	-0.8	1.8	2.0	1.6	6.6	6.6	-2.9	41.0	45.5	4.5	3.0	3.3	-0.8	15.9	7.9	3.7
Hongrie	14.7	14.7	2.2	21.2	23.2	-1.7	2.6	3.0	-0.1	7.0	6.7	-1.0	30.4	31.7	-5.5	6.0	8.1	0.5	18.1	12.5	5.7
Irlande	12.2	13.0	-1.6	25.0	26.1	-3.1	2.4	2.3	-0.2	9.0	8.3	6.3	37.4	38.2	4.6	3.4	3.7	-1.0	10.5	8.5	-5.0
Islande	25.4	25.5	-0.2	32.4	33.4	-1.1	3.1	3.2	-1.1	10.7	10.1	4.9	14.9	14.9	1.4	3.4	3.3	-0.7	10.0	9.5	-3.2
Israël	23.0	..	0.2	25.4	..	1.4	1.8	..	0.1	8.5	..	-4.1	21.0	..	1.7	12.2	..	0.8	8.1	..	-0.1
Italie	10.9	11.0	0.5	19.5	19.8	-2.3	3.4	3.7	1.0	8.2	8.0	-2.0	45.4	46.1	4.6	4.4	4.6	-0.3	8.2	6.9	-1.4
Japon	9.7	..	-0.1	14.0	..	-3.0	1.6	..	0.1	4.9	..	-0.6	53.9	..	4.0	3.6	..	0.3	12.3	..	-0.7
Lettonie	16.7	16.3	0.7	26.7	28.0	-2.5	0.6	1.2	-1.6	3.6	3.1	2.5	30.3	32.2	7.5	9.1	9.8	-0.5	13.0	9.3	-6.2
Luxembourg	8.9	8.6	0.5	21.0	20.8	-0.3	3.3	3.2	0.1	0.8	0.8	0.0	47.7	47.4	0.4	7.5	7.9	1.3	10.8	11.2	-2.0
Mexique	12.9	..	0.7	37.9	..	-1.1	1.7	..	-2.1	7.7	..	0.0	10.2	..	2.6	14.2	..	5.7	15.4	..	-5.9
Norvège	13.5	13.7	0.2	30.4	30.2	1.3	4.1	4.2	0.0	1.3	1.1	-4.9	34.9	34.7	1.7	5.6	5.5	0.7	10.2	10.7	1.0
Nouvelle-Zélande	15.8	..	-0.4	23.2	..	-0.5	0.8	..	0.0	4.7	..	0.6	36.1	..	-0.2	5.9	..	-0.6	13.4	..	1.1
Pays-Bas	13.6	13.2	-1.0	19.5	20.2	-0.7	2.6	2.8	-0.4	2.8	2.5	-1.9	48.5	49.8	4.9	4.3	3.2	-0.4	8.7	8.3	-0.5
Pologne	14.1	14.0	-0.1	24.6	24.9	0.4	1.2	1.3	-1.0	4.2	4.1	-0.8	39.0	41.7	2.1	5.3	4.9	-0.2	11.5	9.0	-0.3
Portugal	11.8	12.7	-0.3	23.4	25.0	-6.1	1.3	1.2	-0.4	9.5	9.4	2.8	39.9	42.0	3.6	5.2	5.3	-0.2	8.9	4.4	0.6
République slovaque	13.0	13.2	-1.2	19.7	22.0	-0.3	1.3	1.1	-1.0	3.8	4.0	0.0	41.7	46.0	-3.0	4.4	4.3	-0.2	16.1	9.4	5.7
République tchèque	14.8	15.5	0.9	20.8	22.3	3.2	5.5	6.0	1.4	2.6	2.4	-0.1	37.1	38.8	-5.0	5.0	5.3	0.6	14.4	9.7	-1.1
Royaume-Uni	20.4	20.3	0.5	21.8	22.0	-3.2	1.5	1.7	0.0	5.5	5.9	0.2	38.0	37.7	3.6	4.9	4.7	-1.2	8.1	7.8	0.0
Slovénie	13.8	14.4	0.7	23.2	25.4	-1.3	1.7	1.8	-2.0	6.8	7.0	3.9	37.8	39.5	-0.1	4.1	4.5	-0.9	12.5	7.4	-0.2
Suède	16.2	16.1	0.6	24.9	25.1	0.1	3.2	3.3	0.3	1.3	1.2	-2.4	34.1	33.9	1.4	11.4	11.0	-0.5	8.9	9.3	0.5
Suisse	13.6	..	1.1	22.4	..	0.1	9.7	..	-1.2	1.7	..	-1.9	34.0	..	0.1	7.2	..	2.4	11.3	..	-0.6
Turquie	15.3	..	..	23.6	..	..	3.3	..	..	5.9	..	..	37.9	..	..	3.4	..	..	10.6	..	..
OCDE	13.9	..	-0.6	23.1	..	-1.2	2.0	..	0.1	6.4	..	-1.0	41.1	..	4.1	4.1	..	0.4	9.4	..	-1.7
Colombie	14.2	..	-1.7	22.9	..	-0.4	0.4	..	0.2	7.1	..	0.1	34.9	..	-3.8	10.6	..	0.8	10.0	..	0.7
Costa Rica	10.2	..	2.1	43.6	..	..	0.0	..	9.7	7.8	..	0.0	13.7	..	-2.1	15.4	..	-12.7	9.3	..	-2.2
Lituanie	14.7	14.1	0.2	27.5	28.8	-3.9	1.1	1.2	-0.2	4.3	4.0	-1.4	35.6	37.1	2.5	4.3	4.9	0.6	12.3	10.0	-5.5
Russie	15.4	..	..	27.1	..	..	1.6	..	..	1.7	..	..	27.8	..	..	10.2	..	..	16.3	..	..

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les comptes nationaux et sur les finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933537748>



Extrait de :

Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-19-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.